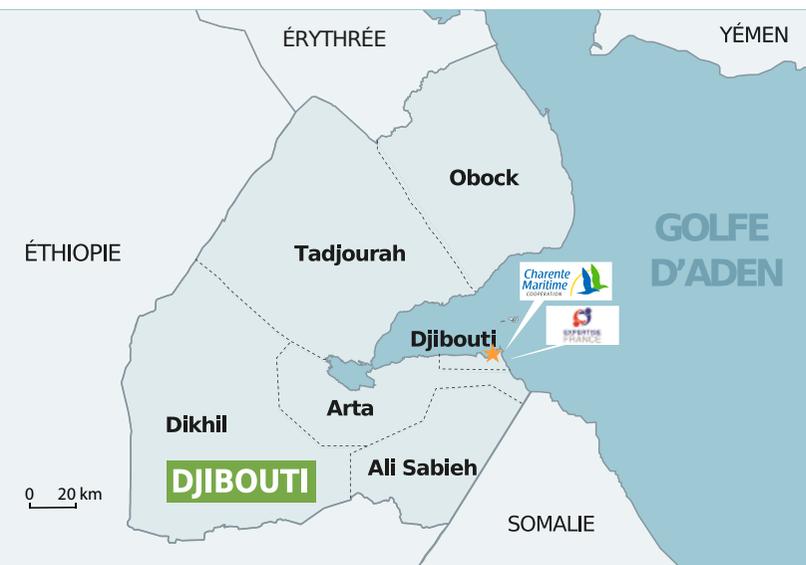




**CHARENTE-MARITIME COOPÉRATION**  
**WONTANARA**  
**2020**





# CHARENTE-MARITIME COOPÉRATION (CMC) 2020 : NOUVEAUX HORIZONS

© Mélanie Chaigneau



## LE MOT DU PRÉSIDENT



2020 aura été marquée par la crise sanitaire, puis sociale et économique, provoquée par la pandémie de COVID-19 qui a ébranlé le monde.

À l'instar de la commune urbaine de Boffa, de nombreux territoires ont su activer leur mémoire des crises passées, mobiliser leurs ressources endogènes et faire preuve de créativité : respect des gestes barrières, confection artisanale de masques, etc. J'en profite pour saluer ici la réactivité du Maire de Boffa et de ses équipes communales.

CMC s'est naturellement mobilisée à leurs côtés afin de contrecarrer efficacement la propagation du virus. En particulier, notre structure a accentué ses efforts cette année dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, pouvant présenter des facteurs aggravants dans un contexte de crise.

Cette pandémie n'aura pourtant pas empêché la réalisation des grands chantiers attendus en 2020, comme l'atteste l'achèvement des infrastructures du Projet de Développement Durable de la Pêche Artisanale (P2DPA) ou encore les avancées du programme de Développement du Service Public de l'Eau (DSPEB) à Boffa.

Mais elle aura au contraire contribué à renforcer nos mécanismes de solidarité, comme l'illustre bien l'alliance entre les sauniers de Boffa et de l'Île de Ré, avec le dépôt par le Comptoir Sel Solaire d'une demande de Spécialité Traditionnelle Garantie (STG) auprès de la Commission Européenne.

De nouveaux développements prometteurs de notre activité ont par ailleurs vu le jour. Je citerai pour exemple le lancement officiel en janvier 2020 du Programme d'Appui à la Décentralisation et aux Initiatives Locales (ADIL) en République de Djibouti, auquel CMC a pris part aux côtés d'Expertise France.

La crise actuelle, celle de l'anthropocène, pointe la nécessité impérieuse de changer notre rapport à la biodiversité. Nous partageons le même monde et un destin commun : notre désir de changement devra s'exprimer à travers des actions concrètes menées collectivement !

Il ne fait aucun doute que les territoires ont un rôle à jouer dans cette équation.

Jean-Marie ROUSTIT

*Président de Charente-Maritime Coopération*

*Vice-Président du Département de la Charente-Maritime*

## SOMMAIRE

1	<b>CMC ET LA COMMUNE URBAINE DE BOFFA FACE À LA COVID-19</b>	4
2	<b>DE NOUVEAUX PROGRAMMES ET PARTENARIATS EN FAVEUR DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU</b>	5
3	<b>P2DPA : LES INFRASTRUCTURES SONT RÉALISÉES !</b>	6
4	<b>BIENTÔT DU CHOCOLAT « MADE IN GUINÉE » ?</b>	7
5	<b>UNE DEMANDE DE LABELLISATION STG POUR LA FLEUR DE SEL</b>	8
6	<b>PRÉSENTATION DU PROGRAMME ADIL</b>	9
7	<b>UNE BELLE MISE EN LUMIÈRE DE LA COOPÉRATION SOLIDAIRE DU DÉPARTEMENT 17</b>	10
8	<b>À L'HORIZON 2021</b>	11

Photo de couverture : puiser de l'eau à la source de Taboria © Pierrot Men

# 1. CMC ET LA COMMUNE DE BOFFA FACE À LA COVID-19



Le 13 mars 2019, un premier cas de Covid-19 est détecté en République de Guinée. Le 26 mars suivant, le Président Alpha Condé déclare l'état d'urgence, les frontières sont fermées. Quelques jours plus tard, un couvre-feu est instauré, les déplacements de Conakry vers l'intérieur du pays sont interdits et le port du masque devient obligatoire pour tous.

Dès la mi-mars, Charente-Maritime Coopération avait appliqué dans ses locaux des mesures préventives contre la propagation du virus : mise à disposition de postes hygiéniques à l'entrée et à la sortie de la base, sensibilisation des équipes aux gestes barrières, affichage des numéros verts, etc. L'équipe de CMC a pu se fournir en matériel de protection (gel hydroalcoolique, gants) à Conakry et parallèlement, des commandes de masques en tissus ont été passées auprès d'un couturier de la ville.

Suite à une réunion d'information organisée le 16 mars par le Département Préfectoral de la Santé (DPS) et la Communauté Urbaine de Boffa (CUB), CMC a mis en place un plan de lutte anti Covid-19, comprenant notamment la fourniture de kits d'hygiène et des masques aux collectivités locales. Par la suite, les distributions de masques et opérations de sensibilisation auprès des administrés ont été effectuées à différents points stratégiques de la ville (marché, gare routière, port).

Enfin, malgré les difficultés rencontrées pour le maintien de ses actions sur le terrain, CMC a souhaité renforcer ses efforts autour d'un certain nombre d'activités jugées prioritaires, liées notamment au maintien de services publics essentiels à la population, tels que l'accès à l'eau potable ou à l'assainissement.



Distribution kits d'hygiène  
© Tatiana SYLLA

## TÉMOIGNAGE



### Docteur Balla TRAORÉ Directeur Préfectoral de la Santé

« Je suis le docteur Balla Traoré, Directeur Préfectoral de la Santé de Boffa. Je représente le Ministère de la Santé qui a un programme d'actions dont je coordonne la mise en œuvre des activités opérationnelles dans la Préfecture de Boffa.

Dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, nous avons organisé, dès le 30 janvier, une réunion d'échanges. À l'issue de cette rencontre, des mesures de surveillance renforcées ont été prises, notamment dans les zones minières qui sont des pôles d'attraction de la migration professionnelle. Pour apporter une réponse à la crise

sanitaire de la Covid-19, nous avons effectué des actions de prévention qui reposaient sur les trois piliers de lutte contre la propagation du virus : la désinfection des mains, le port du masque obligatoire et la distanciation sociale. Nous avons travaillé en synergie avec nos partenaires présents sur le territoire afin d'apporter une réponse concrète et coordonnée pour la lutte contre la propagation du virus.

Charente-Maritime Coopération a accompagné les équipes communales et préfectorales pour la mise en œuvre des actions de prévention face à l'épidémie de la Covid-19. Cela ne nous a pas surpris car lors de la crise du virus Ebola, l'association a su nous apporter son soutien. À chaque crise sanitaire, CMC apporte sa contribution à hauteur de ses moyens. Cette année, elle nous a fourni des kits sanitaires (des seaux, du savon, du gel, des masques etc.). »

## DE NOUVEAUX PROGRAMMES ET PARTENARIATS EN FAVEUR DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU



Pour la seconde année du programme de Développement du Service Public de l'Eau (DSPEB) dans la préfecture de Boffa, en partenariat avec l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et EAU17, CMC a poursuivi son engagement auprès des Agences Communales de l'Eau (ACE) de Toungnifily, Tamita et Boffa pour la pérennisation et l'extension du Service Public de l'Eau (SPE).

Des sessions de sensibilisation auprès des gestionnaires des points d'eau et un travail de suivi ont été réalisés par les équipes hydrauliques de CMC. La collecte des recouvrements de l'eau auprès des bénéficiaires des 3 Communes a été lancée afin de favoriser l'autonomisation et l'atteinte d'un équilibre économique durable pour les trois collectivités. Enfin, les travaux de curage et de réhabilitations ont été effectués. Prochaine étape : la création d'une Adduction en Eau Potable (AEP) à Toungnifily qui permettra de desservir le poste de santé de la commune !

Cette année un nouveau partenariat a par ailleurs vu le jour entre Charente-Maritime Coopération et Nantes Métropole. La collectivité, jumelée avec Kindia, a en effet souhaité mutualiser nos moyens d'actions, dans le cadre de l'appel à propositions « Ville Durable 2020-2022 » du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE). CMC apportera ainsi dès 2021 son expertise en matière de politique publique d'accès à l'eau potable en Guinée et soutiendra Nantes Métropole dans la mise en place des échanges de savoir-faire entre les communes de Boffa, de Kindia et de Dchang (Cameroun).



Enfant transportant de l'eau à Taboria  
© Pierrrot Men

### TÉMOIGNAGE



#### Mohamed Sy SAVANE

Usager de l'Adduction en Eau Potable (AEP) « Eau au fil du Soleil »

« Je m'appelle Mohamed Sy Savane, je suis enseignant ici à Boffa et usager de l'Adduction en Eau Potable (AEP) « Eau au fil du Soleil » de la gare routière. Nous rencontrons ici des difficultés liées au manque de points d'eau. Il y en a trop peu pour l'ensemble de la population de la Commune Urbaine de Boffa (CUB). Aussi, nous rencontrons des difficultés

concernant l'approvisionnement en eau principalement lorsqu'il pleut. Pendant l'hivernage, l'eau ne remonte pas à la surface de manière continue, notamment lorsque le taux d'ensoleillement est trop faible pour que l'AEP « Eau au fil du soleil » fonctionne correctement.

Charente-Maritime Coopération pourrait appuyer la CUB pour développer le réseau hydraulique en fournissant des équipements et en appui pour la création des AEP dans la ville. Je souhaiterais que toute la population de Boffa puisse avoir accès à l'eau, et ce sans forcément devoir parcourir de longues distances »

## P2DPA : LES INFRASTRUCTURES SONT RÉALISÉES !



Grâce au concours technique et financier de l'Agence Française de Développement (AFD), le Fonds d'Équipement des Nations Unies (UNCDF), l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et le Département de la Charente-Maritime, la Commune Urbaine de Boffa et Charente-Maritime Coopération ont pu finaliser en 2020 les infrastructures du Projet de Développement Durable de la Pêche Artisanale (P2DPA) à Boffa.

À Boffa-Centre, le débarcadère et la structure qui abrite les bureaux administratifs sont désormais prêts à accueillir les bénéficiaires et les utilisateurs. Près du port, le nouvel incinérateur en briques locales a été inauguré en février à l'occasion d'une visite du Maire de Boffa sur le chantier. Le port de Boffa dispose d'un nouveau forage dont les équipements de pompage fonctionnent à l'énergie solaire, tandis que le nouveau marché a été relié à un réseau d'Adductions en Eau Potable (AEP).

À Walia, le débarcadère, le magasin de sel, les latrines et les boxes réservées aux pêcheurs sont sortis de terre ! La CUB et CMC ont fait appel au Groupement de Coopération Intercommunale de Boffa (GCI-B) pour rénover la piste qui dessert le site tandis que l'électrification du débarcadère a été réalisée par l'ONG Energy Assistance France (EAF).

Dans le cadre du plan de renforcement de capacités à venir, sept grandes thématiques allant de



Le débarcadère de Boffa  
© Alpha Oumar DJALLO



Les halles du nouveau marché de Boffa  
© Alpha Oumar DJALLO

l'alphabétisation à la gestion durable des ressources halieutiques ont été sélectionnées. Les ateliers sur l'alphabétisation et la sensibilisation seront encadrés par des intervenants de l'ONG African Initiative for Women (AIW). D'autres portant sur les aspects techniques de la filière halieutique seront menés conjointement par Nicolas Dubois, le Directeur du port de la Cotinière et des représentants du Ministère de la Pêche, de l'Aquaculture et de l'Économie Maritime (MPAEM).

### TÉMOIGNAGE



**Soriba CAMARA**  
Directeur des opérations pour la filiale Guinean Brain Touch (GBT)

« Je m'appelle Soriba Camara. Je suis arrivé à Boffa en tant que Directeur des opérations pour la filiale Guinean Brain Touch (GBT) spécialisé dans l'industrie minière. J'ai contribué au développement de la Préfecture de Boffa en investissant dans des infrastructures routières, hôtelières et hydrauliques. C'est d'ailleurs comme ça que j'ai rencontré Charente-Maritime Coopération.

Le P2DPA est un projet structurant pour le territoire. Le nouveau marché de Boffa aura des répercussions significatives pour la CUB et ses habitants. Il constituera un pôle attractif de développement où beaucoup de monde se rendra. Les industries minières attirent de nombreuses personnes sur notre territoire et la présence de ce type d'infrastructure permettra de répondre aux besoins de la population et d'impulser de nouvelles dynamiques économiques locales.

Je suis très heureux de m'investir aux côtés de CMC pour la mise en œuvre de ce beau projet. Je suis persuadé que grâce au P2DPA, Boffa deviendra un pôle de développement économique dont le rayonnement ira au-delà des limites de la Préfecture. »

## BIENTÔT DU CHOCOLAT « MADE IN GUINÉE » ?



Île de Ré Chocolats (IDRC) est une institution de l'île de Ré ancrée depuis plus de 25 ans dans le village de Saint-Martin de Ré. L'entreprise travaille avec des plantations de cacao engagées dans le commerce équitable, notamment au Cameroun, afin de garantir une juste rémunération des producteurs et leur assurer de meilleures conditions de travail et de vie. IDRC respecte ainsi un cahier des charges strict, bénéficiant entre autres, des certifications Fairtrade (Max Havelaar) et CERTIPAQ.

Afin de se différencier de ses concurrents, IDRC souhaite proposer à ses clients des chocolats élaborés à partir d'origines nouvelles de cacao. L'artisan chocolatier Eric Vallégeas, s'intéresse à ce titre au cacao guinéen et a ainsi sollicité en octobre 2019 un appui technique de Charente-Maritime Coopération pour l'accompagner dans son projet d'importation de fèves de cacao de Guinée.

L'objectif in fine pour l'entreprise est d'accompagner la montée en gamme d'une production locale (de préférence bio), afin de sécuriser l'approvisionnement d'un conteneur par an (entre 12,5 et 20 tonnes) d'un produit

de qualité et d'origine Guinée. La forte concentration en tanins et l'acidité des fèves guinéennes sont idéales pour la confection de produits chocolatiers hauts de gamme.

Un programme de rencontres a été dessiné afin de garantir le succès de cette mission d'étude, qui s'est déroulée en Guinée du 12 au 21 décembre 2019. La délégation a ainsi pu identifier des planteurs et grossistes souhaitant s'associer à l'entreprise et a rencontré les partenaires institutionnels incontournables chargés d'accompagner la structuration de la filière (AGUIPEX, ITC, IRAG, etc.).

En 2020, un suivi tout au long de l'année en matière d'appui-conseil aux planteurs a été réalisé et un nouveau déplacement en Guinée est programmé prochainement afin de finaliser l'import d'un conteneur de cacao!



© Département 17



### TÉMOIGNAGE



#### Eric VALLÉGEAS Président de la SAS Île de Ré

« Je suis Eric Vallégeas, Président de la SAS Île de Ré Chocolats basée en Charente-Maritime. Nous fabriquons en gros, demi-gros et détail, des chocolats et caramels depuis 1995.

J'ai rencontré les services du Département dans le cadre d'une mission export à Dubai en octobre 2018. J'ai ainsi appris l'existence d'une coopération historique entre le Département de la Charente-Maritime et la Préfecture de Boffa, en République de Guinée. La Guinée est un pays producteur de cacao depuis de nombreuses années, mais qui n'a pas su ou alors très peu, développer ce segment de marché.

Île de Ré Chocolats développe des origines de cacao atypiques afin de se démarquer de ses concurrents. Nous sommes continuellement à la recherche de fèves de cacao rares pour notre production et nos innovations chocolatées. C'est donc tout naturellement que je me suis rapproché du Département, afin de savoir si un appui technique pouvait m'être fourni pour la réalisation d'une mission de diagnostic de la filière cacao en Guinée.

Les services du Département ont été particulièrement réactifs et efficaces et une délégation a pu être organisée en décembre 2019. Nous avons sillonné le pays à la rencontre de tous les acteurs de la filière : institutionnels, agronomes, importateurs, planteurs, etc. L'objectif in fine était de mieux maîtriser la chaîne de valeur de cette culture de rente en Guinée et de comprendre comment mettre en place une coopérative BIO/ « fairtrade » sur place afin de s'assurer un approvisionnement en cacao de qualité « made in Guinée ».

Suite à cette mission, nous avons pu définir un plan d'actions sur 2 ans, qui devrait aboutir à la création de produits chocolatés issus d'une nouvelle origine de cacao avec son goût et spécificités organoleptiques. »

## UNE DEMANDE DE LABELLISATION STG POUR LA FLEUR DE SEL



Cette année, le Comptoir Sel Solaire a déposé une demande de labellisation Spécialité Traditionnelle Garantie (STG) sur la Fleur de sel auprès de la Commission Européenne. Soutenue par l'Association des Producteurs de Sel de l'Île de Ré, cette démarche doit permettre de préserver les techniques artisanales de récolte de la Fleur de sel.

La Spécialité Traditionnelle Garantie (STG) fait référence à la mise en valeur d'un produit alimentaire selon son mode de production, qui renvoie à une technique traditionnelle. Cette labellisation ne relève donc pas d'une indication géographique spécifique, mais davantage d'une « recette ».

Les connaissances et les traditions associées à la saliculture font partie intégrante de l'identité culturelle et historique des communautés côtières européennes et guinéennes. Cette activité, au fil des siècles, a modelé les environnements côtiers. En construisant des marais salants traditionnels, les producteurs de sel ont créé des habitats uniques, un soutien à la biodiversité, rendant la production de sel hautement agro-écologique.

En Guinée, comme dans les différents territoires de l'Union Européenne où elle est produite, la Fleur de sel permet de soutenir le développement local durable des territoires fragiles.



Cette demande de labellisation par le Comptoir sel solaire, en soutien aux producteurs français de la côte atlantique, est un symbole fort de la réciprocité dans les échanges ici et là-bas, à l'image des 29 années de collaboration entre les sauniers rétais et Boffaka.



← Coucher de soleil sur les marais salants.

© Pierro Men

### TÉMOIGNAGE



**Louis MERLIN**  
Président de l'Association des Producteurs de Sel de l'Île de Ré (APSIR)

« Je suis Louis Merlin, saunier à Saint-Clément-des-Baleines, Président de l'association des producteurs de sel de l'Île de Ré (APSIR), fortement impliqué dans les groupements français et européens du sel artisanal.

Le Comptoir du Sel Solaire et l'association des producteurs de sel de l'Île de Ré échangent sur la défense des intérêts de leur filière respective. Cette collaboration, de paysan à paysan, a débouché sur des techniques mélangées de production de sel solaire. Au-delà des différences culturelles ou économiques, émergent de nombreux enjeux communs et se profilent des engagements mutuels pour le maintien d'une production artisanale et durable ancrée dans les deux territoires.

Les producteurs de sel de Boffa et de Charente-Maritime sont confrontés à une menace du même type : un sel industriel produit à bas coût et commercialisé de puissants réseaux commerciaux. À Boffa comme en Charente-Maritime les effets de cette concurrence sont destructeurs sur le tissu fragile des petits producteurs. Ces derniers sont plusieurs milliers sur les côtes guinéennes et plusieurs centaines sur la côte atlantique française, faisant vivre tout autant de foyers et participant à l'économie locale.

Ces dernières années le dispositif de CMC s'est orienté vers le frein majeur de la filière sel solaire : la commercialisation. Les producteurs réunis en coopérative et CMC ont créé le Comptoir Sel Solaire pour conditionner et commercialiser leur sel. »

# PRÉSENTATION DU PROGRAMME ADIL



Cette année marque le lancement du Programme d'Appui à la Décentralisation et aux Initiatives Locales (ADIL) dans les cinq Régions de Djibouti. Expertise-France et le Département de la Charente-Maritime ont engagé un partenariat inédit pour la mise en œuvre de ce programme sur 4 ans financé par l'Union Européenne.

Dans le cadre de ce programme, Charente-Maritime Coopération apporte son appui technique afin de fournir un accompagnement aux cinq Régions de Djibouti dans l'utilisation de leurs ressources propres et l'exercice des compétences qui leurs sont attribuées.

Dès février dernier, l'équipe en place s'est attachée à créer un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes au projet : collectivités locales, représentants des services déconcentrés, organisations de la société civile, entreprises, etc. Cette phase d'échanges a ainsi permis de clarifier les attentes de chacun, ainsi que le cadre institutionnel dans lequel elles interviennent et a précédé la réalisation d'un diagnostic des 5 régions du pays.

Une attention particulière a d'ores et déjà été portée à la mise en place d'outils et méthodes de travail permettant aux populations d'interagir de façon effective avec les autorités locales à toutes les étapes de la planification, du financement et de la gestion du développement local.

Le programme ADIL devrait permettre au Département de la Charente-Maritime d'internationaliser son savoir-faire en mobilisant l'expertise de ses agents ainsi que des acteurs de son territoire. Cette action est à replacer plus largement dans une stratégie d'innovation du service public par la mobilité internationale des territoriaux. 2021 sera l'année des premiers départs en mobilité de ces experts de la Charente-Maritime !



📍 Cérémonie de lancement du programme ADIL, le 17 septembre 2020  
© François Fougère

## TÉMOIGNAGE



### Omar HOUSEIN OMAR

Président du Conseil Régional de la Région de Tadjourah

« Je me nomme Mr HOUSSEIN OMAR et j'exerce la fonction de Président du Conseil Régional de la Région de Tadjourah à Djibouti, depuis Avril 2017.

Le programme d'Appui à la Décentralisation et aux Initiatives Locales (ADIL) est un programme initié par l'Union Européenne dont nous attendons beaucoup. À

terme, il permettra aux membres du Conseil Régional de consolider leur capacité d'action pour répondre aux enjeux du développement local tels que l'inclusion des femmes, la création d'emplois et l'adaptation au changement climatique.

Nous sommes actuellement dans la première phase du programme, mais les débuts de cette nouvelle collaboration, avec Charente-Maritime Coopération et Expertise France, sont déjà très prometteurs. Nous sommes déjà convaincus que l'expertise en gouvernance locale de Monsieur François Fougère constitue un atout pour le Conseil Régional dans le cadre de la mise en œuvre du programme ADIL. »



Afin de remporter l'adhésion des charentais-maritime à la politique de solidarité internationale du Département en Guinée, mais également pour mobiliser au-delà de sa collectivité l'ensemble des forces vives du territoire, CMC s'est engagé depuis quelques années dans une démarche d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

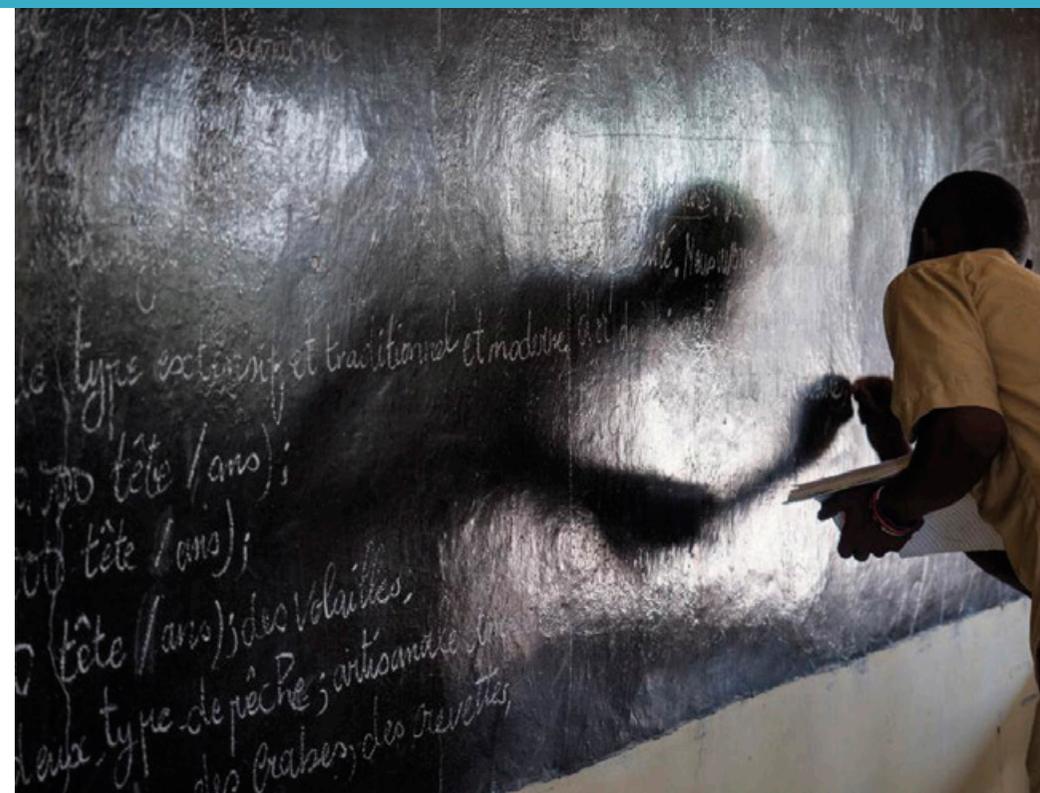
Une vitrine permanente située dans l'Atrium de la Maison de la Charente-Maritime, illustrant bientôt 30 années de coopération décentralisée avec la Préfecture de Boffa, donnera prochainement à voir les réussites et les possibilités qu'offre l'action internationale de la collectivité en Guinée. Le Département a ainsi souhaité partager son engagement solidaire à l'international avec ses agents et administrés.

Les liens forts qui ont été tissés avec la Préfecture de Boffa et ses huit Communes depuis 1992, ainsi que la diversité des domaines d'action encadrés par cette coopération, offre des opportunités multiples aux agents qui

souhaiteraient enrichir leur parcours professionnel par une mobilité internationale.

Notons que cette coopération avec Boffa a déjà permis à plusieurs agents de la collectivité d'effectuer des missions à court-terme en Guinée, à l'instar de Julie Laury, Animatrice de communautés et Nicolas Dubois, Directeur du port de la Cotinière.

Nous vivons dans un monde mondialisé, multipolaire et les enjeux actuels auxquels doit répondre le service public relèvent de dynamiques à l'œuvre ici et là-bas. L'action internationale du Département de la Charente-Maritime est un outil qui doit permettre de faire évoluer les services rendus aux administrés en favorisant l'innovation par l'expérimentation de l'ailleurs.



Professeur au collège lycée central de Boffa

© Pierrrot Men

## TÉMOIGNAGE



### Nicolas DUBOIS

Directeur du Port de la Cotinière à Saint-Pierre d'Oléron  
Attaché territorial du Département de la Charente-Maritime

« Je m'appelle Nicolas Dubois, je suis le Directeur du Port de la Cotinière à Saint-Pierre d'Oléron et Attaché territorial du Département de la Charente-Maritime depuis 2015.

Je me suis rendu à Boffa du 1<sup>er</sup> au 8 février en 2019 dans le cadre d'une mission technique sur le Projet de Développement Durable de la Pêche Artisanale (P2DPA). À cette occasion,

j'ai pu mettre à disposition de Charente-Maritime Coopération et de ses partenaires mon expertise portuaire. Cette expérience enrichissante m'a permis de mettre en perspective notre mode de fonctionnement en termes de management et de gestion des ressources humaines dans l'organisation du port de la Cotinière.

Selon moi, la compétence internationale présente de réelles opportunités pour les agents ainsi que pour la collectivité, à différents niveaux. Accompagnées par le Département, les expériences à l'international constituent des outils qui donnent à voir d'autres méthodes de travail et de fonctionnement, qui s'avèreront très certainement être bénéfiques à l'ensemble de la collectivité ainsi qu'à la qualité du service public. »

Le Projet de Développement Durable de la Pêche Artisanale (P2DPA) à Boffa entamera sa troisième année d'existence, avec en particulier le démarrage des activités en Renforcement de Capacités des acteurs de la filière pêche. Un Volontaire de Solidarité International (VSI) sera recruté pour mettre en œuvre les dernières composantes du projet en 2021 et 2022.

CMC finalisera au premier semestre 2021 la phase 1 de son programme de Développement du Service Public de l'Eau (DSPEB) et sollicitera un nouveau financement de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne afin de débiter la phase 2. En parallèle, le Projet « Ville-Durable 2020-2022 », en partenariat avec Nantes Métropole et les Communes guinéennes de Boffa et Kindia, sera lancé dans le courant de l'année 2021.

Le Comptoir Sel Solaire interviendra, en partenariat avec CMC, en tant qu'opérateur principal sur l'aval de la filière Sel Solaire, afin de renforcer son modèle économique et étendre ses réseaux de distribution, à travers notamment le projet d'appui aux Systèmes d'Activités Rizicoles en Territoire de Mangrove (SARITEM) porté par l'Agence Française de Développement.



Enfant dans les rues de Conakry

© Pierrrot Men

Le programme d'Appui à la Décentralisation et aux Initiatives Locales (ADIL) dans les 5 régions de Djibouti contribuera à appuyer la stratégie d'innovation du service public par la mobilité internationale des agents. 2021 sera l'année des premiers départs des territoriaux dans le cadre de missions d'expertise et d'échanges internationaux.

Enfin en 2021, la labellisation EXPE-CT (Programme de valorisation de l'expertise des Collectivités Territoriales) proposée par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères sera déposée afin de valoriser la compétence départementale en matière de démoustication et créer de nouvelles opportunités de mobilité internationale pour les territoriaux.

## TÉMOIGNAGE



### Yannick LECHEVALLIER

Consultant, directeur de l'Agence du Monde Commun

« Je suis Yannick Lechevallier - consultant, directeur de l'Agence du Monde

Commun, j'interviens auprès des collectivités locales sur l'ensemble du territoire français et parfois à l'étranger, pour faciliter et développer leurs programmes internationaux.

J'ai entamé une mission pour le Département de Charente-Maritime au printemps 2020 pour permettre de développer la participation des agents du Département à des projets internationaux.

Le Département de Charente-Maritime a une réputation d'efficacité dans ses projets de coopération, notamment en Guinée et a été sollicitée naturellement par des opérateurs internationaux pour des interventions vers d'autres pays. Cela induit de pouvoir mobiliser et faciliter des missions internationales (plus ou moins courtes) d'agents issus de différents services du Département. Mais ces mobilités ne sont pas évidentes pour une collectivité centrée naturellement sur son territoire.

Pourtant, une expérience ponctuelle à l'international, bien préparée et correctement animée, permet à chacun de sortir de son quotidien et renforce son agilité et son inspiration pour mieux répondre à ses missions.

C'est aujourd'hui l'enjeu principal de la modernisation de l'action internationale des collectivités : permettre la participation des expertises territoriales multiples présentes dans les équipes. Et le Département de la Charente-Maritime est aujourd'hui, par ce projet, à la pointe de cette évolution. »

Charente  
Maritime  
COOPÉRATION



CHARENTE-MARITIME COOPÉRATION

# 29 ANS

## D'ACTIONS CONCRÈTES

### AVEC LA GUINÉE



#### Charente-Maritime Coopération

85, boulevard de la République  
CS 60003  
17076 La Rochelle Cedex 9 - France

Quartier Bolondé II  
Boffa - BP 3604  
Conakry - République de Guinée

Tél. +33 5 46 31 72 38  
Tél. +33 6 33 72 75 51

Tél. +22 4 622 911 823  
Tél. +22 4 621 793 907

sebastien.rodts@charente-maritime.fr

cmcboffa@gmail.com

[charentemaritimecooperation.org](http://charentemaritimecooperation.org)